

La libération des camps et l'interaction entre les libérés, les libérateurs et la population à Hambourg, 1945

Alan Kramer, Paris, 16 octobre 2025

Les camps invisibles ?

Le camp de concentration de Neuengamme, situé à l'est de Hambourg, était une exception. Contrairement à tous les autres camps principaux, il était vide lors de la libération. La SS avait fait évacuer Neuengamme ainsi que presque tous les camps annexes. La plupart des détenus furent envoyés à Bergen-Belsen, Sandbostel et Wöbbelin. L'objectif était de retirer prisonniers de camps et travailleurs forcés des grandes villes pour prévenir d'éventuels soulèvements ou troubles. Des représentants influents des élites hambourgeoises utilisèrent également leur pouvoir afin d'épargner à l'armée alliée le spectacle bouleversant de détenus maltraités, de peur que cela ne nuise aux relations avec les forces d'occupation.

D'autres traces furent volontairement effacées. Dans la nuit du 20 avril, la SS assassina 20 enfants juifs qui avaient été utilisés à Neuengamme pour des expériences médicales. Les instruments de torture et d'exécution furent détruits, les archives brûlées. L'administration SS du camp quitta les lieux seulement quelques heures avant l'arrivée des troupes britanniques, le soir du 2 mai.

Mais les prisonniers n'avaient jamais été invisibles. Plus de 10 000 hommes et femmes avaient été contraints au travail forcé à Neuengamme et dans les quinze camps annexes de Hambourg. Après les bombardements alliés de l'été 1943, les détenus étaient visibles partout dans la ville : ils devaient déblayer les décombres et récupérer les cadavres.

Et il ne s'agissait pas seulement de prisonniers de camps de concentration : prisonniers de guerre et travailleurs forcés étaient employés sur de nombreux sites. Au total, Hambourg comptait une demi-million de travailleurs venus de toute l'Europe. Des camps surgirent partout : camps d'entreprise, camps de prisonniers de guerre, etc. Au total, 1 499 camps existèrent pendant la guerre. Le 4 mai 1945, les autorités hambourgeoises ne déclarèrent aux commandants britanniques que 45 000 travailleurs étrangers. Les troupes britanniques découvrirent bientôt 571 camps et lieux de détention, abritant environ 110 000 détenus — soit 10 % de la population.

Le journal de guerre de la 53^e division galloise notait :

« La majorité de ces [camps] étaient dans un état déplorable, avec une nourriture mauvaise et des conditions sanitaires répugnantes. »

Les Britanniques organisèrent immédiatement la distribution de nourriture aux libérés, des mesures d'hygiène ainsi qu'une aide médicale.

Un journal militaire officiel, habituellement rédigé dans un langage froid et administratif, n'est normalement pas une source pour une histoire des émotions. Pourtant, le War Diary d'un bataillon gallois permet d'entrevoir les sentiments non seulement des libérés, mais aussi des libérateurs :

War diary, 3 mai, Reinbek :

« L'événement marquant de la journée fut l'immense gratitude des travailleurs esclaves libérés, de toutes nationalités, ainsi que des prisonniers de guerre alliés, autorisés pour la première fois à franchir l'enceinte du camp. Leur joie était tout simplement bouleversante. »

4 mai [Hambourg] :

« Partout on trouvait des prisonniers alliés et des déplacés, dans leurs camps, débordants d'émotion d'avoir été libérés. »

La joie des libérateurs était mêlée à l'horreur. Le bataillon découvrit dans son secteur « deux camps particulièrement mauvais ». Le premier abritait 1 400 prisonniers de guerre soviétiques, le second était le camp annexe d'Eidelstedt :

« L'odeur pestilentielle du camp... était épouvantable. Les Allemands avaient délibérément détruit l'estime de soi de ces prisonniers russes en les affamant et en les privant de tout objet de toilette et de tout réconfort. Les malades de l'hôpital... étaient couverts de vermine, malpropres, sous-alimentés et sans soins médicaux. Deux étaient encore couchés morts dans leurs lits de bois superposés... »

« Le second camp était un camp de prisonnières politiques... et la situation y était tout aussi déplorable. Il abritait environ 400 femmes de diverses nationalités européennes, dont beaucoup d'Allemandes... Le camp était gardé par des surveillantes SS semblables à celles de Belsen : des femmes énormes, brutales, formées pour tuer. Parmi les prisonnières, beaucoup n'avaient pas de vêtements, d'autres seulement une chemise. »

Les occupants, la population hambourgeoise et l'auto-organisation des anciens prisonniers politiques

Parmi les premières missions des occupants britanniques après leur entrée figurait la restauration de l'approvisionnement et des infrastructures pour l'ensemble de la population hambourgeoise, mais aussi pour les détenus libérés. Beaucoup de déplacés furent conduits à l'ancien camp de Neuengamme. Cela peut sembler étonnant et cruel, mais ils ne furent pas enfermés derrière les barbelés : ils furent logés dans les baraquements de l'ancienne garnison SS, dans des chambres propres et confortables. Les Britanniques organisèrent leur approvisionnement en vivres à partir des stocks découverts.

Entre certains libérés et les troupes britanniques s'instaura un échange d'informations actif, comme dans le cas de quatre prisonniers politiques. L'Autrichien Josef Händler, communiste, avait été transféré à Neuengamme en 1941, où il fut contraint au travail forcé. Fin avril 1945, il fut déplacé avec d'autres détenus à la caserne SS de Langenhorn. Le 2 mai, une partie de la SS, devenue « totalement désorganisée », prit la fuite. Händler et ses camarades prirent alors contact avec les troupes britanniques et leur transmirent leurs connaissances sur Neuengamme. Ils revinrent avec elles au camp pour leur montrer le crématoire et les baraquements.

Le 16 mai, ils apprirent des Britanniques la nouvelle du bombardement des navires dans la baie de Neustadt (c'est-à-dire la tragédie du **Cap Arcona**, lorsque la Royal Air Force coula deux navires remplis de détenus). Les Britanniques les conduisirent dans le camp où se trouvaient 2 000 rescapés, afin de vérifier leurs déclarations :

« Et ils ont alors confirmé que nous étions parmi les principaux prisonniers politiques responsables de Neuengamme. À partir de ce moment-là, nous avons eu de bonnes relations avec les Anglais... »

Les différents groupes avaient des priorités divergentes. L'administration militaire avait pour mission de nourrir les détenus et de leur permettre un retour organisé vers leur pays. Les libérés réclamaient de pouvoir rentrer chez eux au plus vite. L'administration allemande, elle, tenait à conserver cette main-d'œuvre. Ainsi, le 8 mai, le maire nazi encore en fonction, Carl Vincent Krogmann, demanda le maintien au travail des ouvriers étrangers. Mais les retours avaient déjà commencé : au 27 mai, tous les déplacés de France, de Belgique et de Hollande étaient repartis.

Lors de l'attribution du logement — alors que la moitié de Hambourg était détruite —, on vit combien il était difficile de se défaire des structures nazies. Le **Comité des anciens prisonniers politiques** constata début septembre que les bureaux du logement étaient encore dirigés par des membres du NSDAP. En principe, les logements des anciens fonctionnaires nazis devaient être confisqués et attribués aux persécutés. Mais les ex-nazis utilisèrent leurs réseaux et la lenteur administrative pour

trouver « des échappatoires... grâce à des manœuvres de dissimulation ». En octobre, le comité pouvait néanmoins annoncer un progrès :

« Grâce au travail de nos camarades, il a été possible de fournir un logement à plus de 700 personnes. »

Un racisme non dissimulé frappa également les survivants Sinti et Roma. Le directeur du service principal d'approvisionnement de Harburg demanda au maire d'arrondissement de « débarrasser définitivement Wilstorf de la plaie tsigane », car :

« Beaucoup de ces gens ont été, comme on pouvait s'y attendre, des détenus de camps de concentration. Ces créatures inférieures [sont] connues de tous comme des fainéants, des mendiants et des vagabonds. »

Combien de personnes étaient concernées ?

Outre les travailleurs forcés étrangers et les détenus des camps de concentration, qui rentrèrent rapidement dans leurs pays d'origine, il y avait un grand nombre d'Hambourgeois qui avaient été victimes du régime nazi. En décembre 1945, le **Comité des anciens persécutés politiques** présenta des statistiques provisoires : **12 000 personnes** avaient déposé une demande de reconnaissance en tant qu'anciens prisonniers politiques.

Le comité accomplit un travail considérable d'assistance sociale en faveur des libérés. Il distribua des vivres et des dons en argent. Il prit également en charge les familles : veuves et orphelins, ainsi que les enfants qui avaient été internés dans les camps de concentration.

Le discours autour de la criminalité

Lorsque le pouvoir de l'État SS disparut le 3 mai, les peurs, attisées par la propagande nazie, d'une explosion de criminalité ou même de représailles de la part des opprimés, grandirent parmi la population allemande.

Immédiatement après la libération des détenus, il y eut en effet une recrudescence de criminalité et de violence. Comment faut-il interpréter cela ? La police allemande, à qui il était interdit de tirer sur les « displaced persons », fut incapable, dans les premiers jours, de rétablir la situation. Ainsi, le 4 mai, des ouvriers italiens, avec le soutien de soldats britanniques, pillèrent un entrepôt de vivres. De toute manière, la police fut bientôt désarmée.

Ces incidents ne relèvent manifestement pas de représailles, mais de la satisfaction de besoins matériels fondamentaux — en fin de compte aussi de l'expression d'un sentiment de libération. Les prisonniers des camps de travail forcé, en particulier les Européens de l'Est et les « internés militaires » italiens, avaient vécu dans des conditions notoirement mauvaises, avec une nourriture insuffisante, tandis que l'approvisionnement de la population allemande avait continué à fonctionner jusqu'à la fin, et que les dépôts alimentaires restaient bien remplis. Qu'il y ait eu parfois recours à la violence ne saurait donc surprendre.

Face à l'augmentation de la criminalité parmi les déplacés, y compris certains meurtres, les forces d'occupation britanniques estimèrent nécessaire d'adopter une ligne plus dure afin de maintenir l'ordre public. En octobre, le gouvernement militaire autorisa le réarmement de la police.

Mais la focalisation sur la criminalité des déplacés ne doit pas occulter la forte augmentation de la criminalité parmi la population allemande elle-même. Dès le mois de mai, la police criminelle se plaignait d'une recrudescence des vols dans les commerces alimentaires et de vêtements. La majorité des auteurs étaient des habitants locaux.

Les objectifs politiques de l'occupation

On pourrait penser que les Britanniques visaient avant tout la dénazification et la démocratisation de l'Allemagne. Mais leur priorité principale était la sécurité : contre le national-socialisme, mais aussi contre le communisme.

Le soin apporté aux anciens persécutés faisait également partie des priorités de l'administration militaire. L'intention était « non seulement d'aider, pour des raisons humanitaires, ceux qui ont souffert, mais aussi, pour des raisons politiques, de montrer clairement aux Allemands que ceux qui ont souffert en s'opposant au nazisme recevront une compensation raisonnable ». Mais cela ne signifiait nullement que les victimes du régime devaient obtenir un pouvoir politique.

Par peur du communisme, les occupants interdirent les prises de parole politiques publiques des libérés. Ainsi, le 26 mai, des soldats britanniques dispersèrent une manifestation d'anciens prisonniers politiques allemands libérés du camp de Buchenwald.

Dès l'automne 1945, le temps de l'influence des anciens prisonniers politiques était révolu. En général, les libérés n'obtinrent qu'après des mois, voire des années d'attente, une indemnisation minimale, et furent logés dans des abris précaires. Pendant ce temps, de nombreux responsables nazis purent continuer à vivre confortablement dans de grands appartements.

Ainsi, le Gauleiter Karl Kaufmann, malgré des crimes avérés contre l'humanité, ne fut jamais jugé. Sa fortune resta largement intacte ; après la guerre, il vécut sans être inquiété comme homme d'affaires bien introduit.

Tandis que le **Comité des anciens prisonniers politiques** aspirait à une mémoire englobant « toutes les victimes du national-socialisme, tous les morts de la guerre, toutes les victimes des camps de concentration... », le maire conservateur de Hambourg, Rudolf Petersen, exigea en novembre 1945 des libérés qu'ils tournent la page et oublient leur « sort amer... des dernières années ». Cela équivalait à un appel à mettre fin à l'effort d'éclaircissement, tout juste entamé, sur les crimes du régime nazi.

En réalité, cela contredisait l'objectif politique de l'occupation britannique, qui voulait mettre au jour les crimes nazis afin de jeter les bases d'une démocratie future. Les Britanniques rapportèrent largement dans les médias allemands sur les procès de criminels de guerre, par exemple le procès de Bergen-Belsen, qui eut lieu à Lunebourg de septembre à novembre 1945. Il n'est guère surprenant que l'opinion publique fût divisée. Fin septembre, l'administration militaire de Hambourg notait que les réactions face aux procès divergeaient fortement :

« Certains se montrent sceptiques et disent que tout cela n'est que propagande, tandis que d'autres commentent favorablement l'équité des procès... Mais personne, cependant, n'accepte la moindre responsabilité pour les atrocités... »

Remarque finale

Les libérés étrangers tombèrent largement dans l'oubli de la population hambourgeoise après l'été 1945 ; ceux qui restaient dans les camps de déplacés, principalement originaires d'Europe de l'Est, se heurtèrent longtemps encore au ressentiment et à l'envie.

Les libérés allemands vécurent un retour difficile, au sein d'une population qui montrait peu de compréhension, voire aucun intérêt, pour leurs souffrances. Leur état d'esprit fut décrit par le juge hambourgeois Fritz Valentin, lui-même ancien prisonnier, comme « apathique, irrité » et plein d'amertume.

Le problème auquel les Alliés occidentaux se heurtaient était celui d'un régime criminel qui s'était enraciné à tous les niveaux de l'État et de l'administration, et qui avait trouvé partout des partisans et des bénéficiaires. Lorsque le régime nazi s'effondra, il était impossible pour les forces d'occupation de s'appuyer sur une capacité d'auto-guérison de la société allemande.

Mais il en résulta un autre problème : l'éclaircissement des crimes du régime nazi fut un processus conduit d'en haut, voire de l'extérieur, par les libérateurs. Les rescapés des camps furent largement exclus de ce processus ; ainsi, ils furent une seconde fois les perdants de l'histoire.